

Pour nos retraites, nos salaires et des services publics de qualité Tous ensemble !

La journée du 18 octobre constitue un énorme avertissement pour le gouvernement, sur la question des retraites, mais aussi sur le pouvoir d'achat et la qualité des services publics. Dans les transports bien sûr, mais aussi à EDF, dans l'éducation nationale, et dans plusieurs services publics et entreprises privées, le travail a été arrêté. Dans le même temps, les étudiants et certains personnels des facs recommencent à se mobiliser contre une loi d'autonomie des universités, qui est une attaque très grave contre le service public d'éducation.

Lors des rencontres avec les directions syndicales, le gouvernement a annoncé qu'il ne lâcherait sur rien. Il veut donc passer en force sur l'augmentation de l'âge de la retraite pour TOUS les salariés, vers 41 puis 42 ans de cotisations, dans le public comme dans le privé.

Sauvons nos retraites

Le gouvernement prétend que ces réformes (et aussi l'instauration des franchises médicales) sont nécessaires pour sauver le système de retraites. Mais, en réalité, si les caisses de retraites sont en difficultés, c'est à cause des exonérations de cotisations de nombreuses entreprises (37 milliards pour 2005, soit 4 fois le « trou » de la Sécurité sociale). Alors, les salariés devraient cotiser mais pas les patrons ?! En amenant à 42 ans la durée de cotisations, le gouvernement espère surtout que nous partions avec des décotes considérables et donc des pensions de misère.

C'est cela qui se joue : combien d'argent va-t-on encore nous prendre sur nos salaires, sur nos cotisations sociales ?

Pour cacher ces politiques antisociales, le gouvernement désigne les étrangers comme des boucs émissaires. Il multiplie les lois xénophobes : la loi Hortefeux, le pistage par ADN et les expulsions de sans-papiers, y compris les enfants ! Nous voulons l'arrêt des expulsions et la régularisation des sans-papiers.

Nous avons l'occasion d'imposer au gouvernement des revendications qui deviennent fondamentales quand on observe nos conditions de vie et de travail. Elles concernent tous les salariés, du public comme du privé :

- **Pour les retraites et la protection sociale : 37,5 années de cotisations pour tous. Non aux franchises médicales.**
- **Pour les salaires : le Smic à 1 500 euros.**
- **Des embauches pour des services publics de qualité (transports, écoles, énergie...).**

Pour gagner sur ces revendications, une journée de grève n'est pas suffisante, le gouvernement comme les directions syndicales le savent. Il faudra sans doute plusieurs journées de grève de nombreux secteurs pour gagner pour nous tous. Il s'agit de frapper tous ensemble, pour faire reculer le gouvernement. C'est à cela que nous allons travailler : bientôt nous redescendrons dans la rue.

Imposons nos revendications

Sur nos lieux de travail, nous devons nous servir de la réussite du 18 et de la grève des cheminots pour discuter autour de nous. Cette semaine, nous pouvons organiser des assemblées générales de discussion sur nos revendications, comment construire la mobilisation et aller vers une grève massive, reconductible pour faire céder le gouvernement.

Salariés du public ou du privé, c'est à nous d'organiser la mobilisation et d'utiliser les journées d'action unitaires pour construire la grève reconductible. Celles-ci ne suffisent pas pour faire céder le gouvernement, mais elles sont un moyen d'aller vers un mouvement de grève massif et reconductible.

Tous ensemble, nous allons faire céder le gouvernement !

Collectif intersyndical et interprofessionnel 13é-5é : interpro13@hotmail.fr

Structures signataires : Union Locale CNT du 13éme, CNT-BNF, CNT-Cinémathèque, CNT-Pitié-Salpêtrière, CNT-Université Paris I, CNT-Université Paris III, SUD-BNF, SUD-Rail PRG, SUD-Education 13e, SUD-PTT 13e, SUD-Petite enfance 13e, SUD-FNAC Italie 2, SNASUB-FSU-BNF, FSE-Université Paris I.

Et des militants des organisations : CGT-Ville de Paris, Snesup-FSU, Snuipp-FSU 5e et 13e, UNEF Université Paris III, VI et VII...